

SIE : LORSQUE LA LUTTE CONTRE LA DÉFAILLANCE DERAÎLE !

Le 18 juin dernier, le Pôle Gestion Fiscale (PGF) a sorti une note d'application immédiate sur le « traitement de la défaillance déclarative des professionnels en matière de TVA et de déclaration de résultat » au motif que les résultats de la DRFIP Paris seraient mauvais comparés aux statistiques nationales et au reste de l'Île-de-France.

Lorsque l'on sait que la DRFIP Paris encaisse à elle-seule 10 % des recettes totales de TVA, on imagine très bien l'impact de tels résultats sur les finances publiques, et loin de nous l'idée de critiquer toute volonté de lutter contre la baisse du civisme fiscal.

C'est d'ailleurs ce que nous avons écrit à la cheffe du PGF le 10 juillet dernier :

« Si vous décidez de mettre en place un plan ambitieux pour l'amélioration du civisme fiscal des professionnels, qui passe par la fiabilisation des fichiers (concernant aussi bien les obligations fiscales que les adresses), la lutte contre la fraude et la défaillance, l'accompagnement des entreprises, et jusqu'au recouvrement, nous disons « banco ! », mais avec quels moyens ?

(...) Sans moyen supplémentaire, la priorisation de cet axe se fera obligatoirement au détriment d'autres missions. Lesquelles ? »



En attendant une éventuelle réponse à notre courrier par lequel nous avons demandé à la direction de renoncer à imposer la restructuration annoncée aux SIE, nous ne nous faisons guère d'illusions : des moyens, il n'y en aura aucun.

A la DRFIP Paris, il faut continuer à faire toujours plus avec moins, assurer une gestion optimale d'un tissu fiscal des entreprises qui ne cesse de croître et qui se caractérise par sa diversité et sa volatilité, tout en supprimant des postes (-33 en SIE au 1^{er} septembre 2025).

A la DRFIP Paris on refuse d'adapter les moyens aux enjeux en invitant au contraire les agents à rompre avec la « culture de l'exhaustivité », mais lorsqu'il faut assumer les politiques destructrices, tant en termes d'emplois que de destruction des missions (avec la mise en place des antennes et des Centres de Contact des Professionnels, notamment), il n'y a plus personne !

Pourtant, Solidaires Finances Publiques n'a cessé de dénoncer ces politiques mises en œuvre avec zèle par la DRFIP Paris, tant il était prévisible qu'elles impacteraient la fiabilité des fichiers, le civisme fiscal (et donc le rendement de l'impôt), le recouvrement, et plus largement les chaînes de travail qui lient l'ensemble.

Mais plutôt que de se remettre en cause, le PGF s'obstine et s'en remet encore et toujours à la seule chose qu'il sait faire : imposer brutalement et sans délai une énième réorganisation sans discussion possible (comme pour les blocs fonctionnels dans les SIP), à savoir la **mise en place à marche forcée de « cellules défaillance »**, y compris dans les SIE qui ont des résultats corrects.

Nous avons relayé à la direction la forte opposition des agents à la mise en place de ces cellules dont l'organisation est déjà bornée selon deux principes redoutés par les collègues qui craignent d'être désignés d'office (en l'absence de volontaires) et de perdre toute autonomie dans leur travail :

- l'industrialisation de la mission et son évolution vers une activité monotâche déconnectée de la logique métier ;
- la généralisation du fil de l'eau et la remise en cause de toute organisation en portefeuilles.

La mise en place de ces cellules s'accompagne en outre d'une nouvelle répartition des tâches entre SIE et PCE et de nouvelles méthodes de travail alors que le protocole a déjà été modifié l'année dernière.

À quelques mois d'une réforme majeure qui scellera le sort des PCE et qui impactera mécaniquement et fortement les SIE, la temporalité interpelle, tout comme la manière de faire du PGF.

En effet, depuis la nomination de M Bied-Charreton à la tête de DRFIP, nous avons cru comprendre qu'il souhaitait rompre avec la brutalité des réorganisations prônée par sa prédécesseure.

Lors de sa prise de fonction, il nous indiquait ainsi prendre le poste pour une durée potentiellement longue (2 fois 3 ans) ce qui lui permettrait de prendre le temps de mettre en place les réformes et réorganisations, et mieux prendre en compte la parole des agents telle qu'elle ressort notamment de [l'observatoire interne](#) dont les résultats parisiens (disponibles sur Ulysse Paris) sont particulièrement mauvais et inquiétants.

Les répondants sont en effet seulement 19 % à estimer que leur « direction évolue dans le bon sens » et également 19 % à se sentir « acteurs/actrices des changements conduits au sein de [la] direction ».

Il n'est pas certain que cette réorganisation imposée d'en haut avec la même violence que par le passé fasse évoluer positivement le jugement très critique des agents de SIE sur leur direction.

Et pendant ce temps à l'antenne de Vierzon...

Solidaires Finances Publiques dénonce dès l'origine l'installation des collègues de l'antenne de Vierzon dans des locaux aménagés au sein d'une structure entièrement vitrée (idéale pour la surveillance des agents), montée dans un ancien bâtiment industriel qui n'a aucune vue sur l'extérieur. La seule lumière naturelle, filtrée, provient du plafond et il n'y a aucune possibilité d'ouvrir des fenêtres ([voir les photos dans notre tract du 28 juillet 2022](#)).

À la demande répétée de la section Solidaires du Cher, un audit de la qualité de l'air a enfin été réalisé par un expert indépendant. Résultat : dans les espaces de travail l'air est trop sec, les taux de CO2 trop élevés (ils peuvent provoquer « des maux de tête, une fatigue générale, des troubles de la vigilance et une somnolence ») et « les mesures de débit d'extraction sont insuffisantes et non conformes ». En attendant les travaux, les agents sont autorisés à télétravailler 3 jours par semaine afin qu'il n'y ait pas trop de monde au bureau en même temps.

Et l'installation physique de nos collègues de Vierzon n'est malheureusement pas leur seul problème : démotivés par l'industrialisation des tâches et un management agressif (*mêmes causes mêmes effets, à Vierzon comme à Paris*), de nombreux collègues, libérés de leur délai de séjour, ont demandé leur mutation et le service comptera 11 postes vacants au 1^{er} septembre !

Pas sûr que la montée en puissance de l'antenne, que le PGF de la DRFIP Paris ne cesse d'annoncer, ait vraiment lieu...